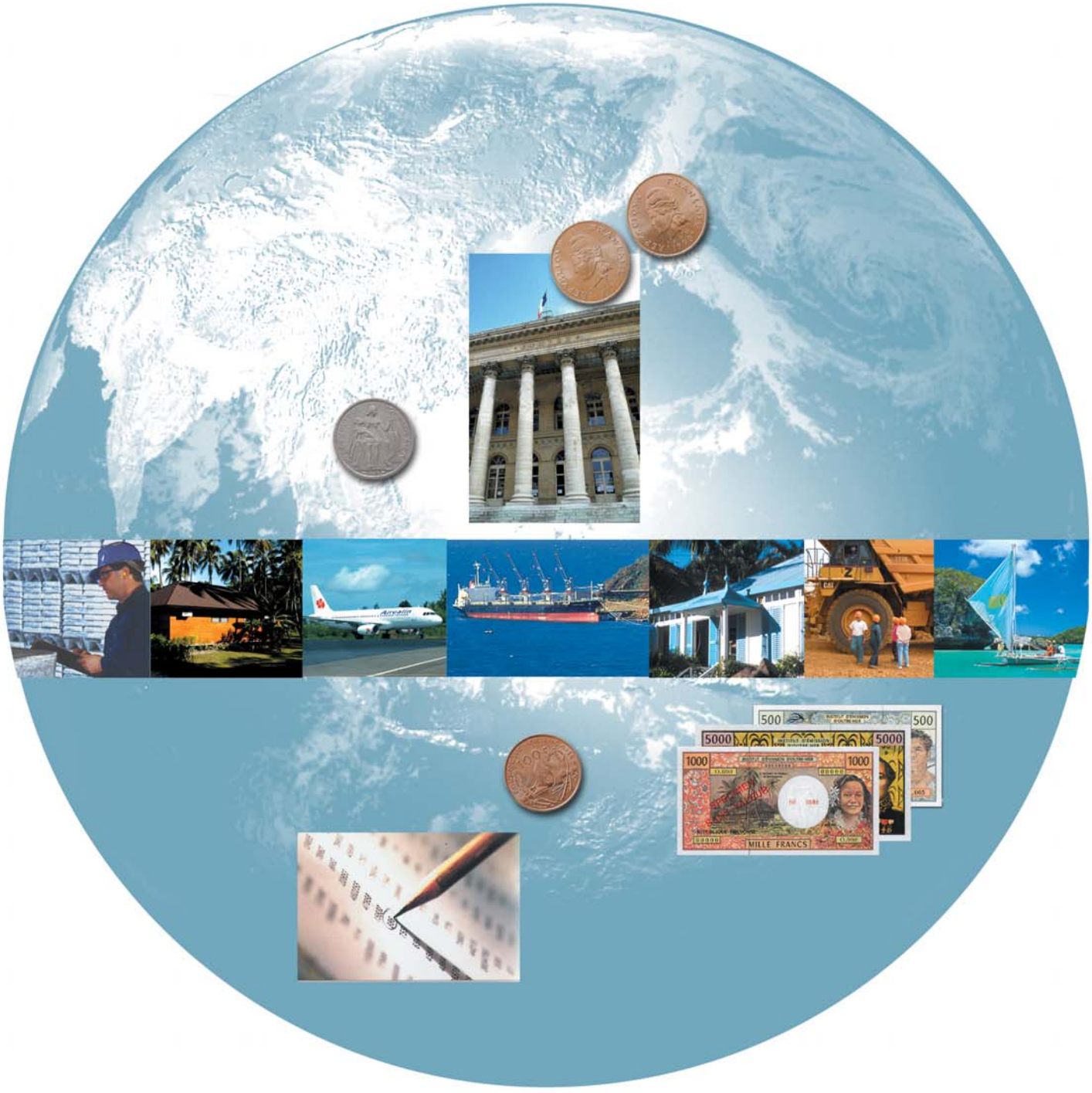
Nouvelle-Calédonie

RAPPORT ANNUEL

La balance des paiements

2005



IEOM
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

SOMMAIRE

LES GRANDS TRAITS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE EN 2005 ..... P 1

I - Avant-propos ..... P 3

II - Remarques liminaires ..... P 4

III - Rappel des révisions méthodologiques effectuées en 2004 ..... P 5

IV - L'environnement économique de la Nouvelle-Calédonie en 2005 ..... P 5

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

V - Le compte de transactions courantes ..... P 7

5.1 Les biens

5.2 Les services

5.3 Les revenus

5.4 Les transferts courants

VI - Le compte de capital ..... P 16

VII - Le compte financier ..... P 17

7.1 Les investissements directs

7.2 Les investissements de portefeuille

7.3 Les autres investissements

7.4 Les avoirs de réserve

VIII - Les erreurs et omissions nettes ..... P 21

* * *

Annexe 1 : La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie en 2005……..…...P 22

Annexe 2 : Graphiques des soldes du compte de transactions courantes et du compte financier…..P 24

Annexe 3 : Périmètre de déclaration de la balance des paiements……..P 25

LES GRANDS TRAITS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS[1] DE LA NOUVELLE-CALEDONIE EN 2005

Le **compte de transactions courantes** présente en 2005 un solde déficitaire de 6,1 milliards de F CFP (environ 1,1 % du PIB), contre un solde excédentaire de 24,7 milliards de F CFP en 2004, du fait de la dégradation des soldes des biens et des services.

La détérioration du solde des échanges de *biens* de 11,8 milliards de F CFP résulte en partie de la forte augmentation des importations en valeur en 2005 (+ 14 %), principalement imputable au prix de l'énergie.

Le taux de couverture en données douanières FAB / FAB des importations par les exportations recule de 5 points, à 63,8 % en 2005, contre 68,8 % en 2004.

Sur le plan géographique, la France métropolitaine reste le premier partenaire de la Nouvelle-Calédonie, réalisant 26 % des échanges de biens (exportations + importations) du territoire. L'Australie, avec 6 % des échanges, est le deuxième partenaire devant le Japon (5 %). Pour l'ensemble des flux de transactions courantes, les pourcentages s'établissent respectivement à 51 %, 10 % et 4 % (cf. tableau *infra*) [2]

Le déficit des *services* se creuse de 26,7 milliards de F CFP, à 37,5 milliards. Cette évolution provient de la dégradation des soldes des *autres services aux entreprises* et des *services de construction*, respectivement de 13,2 milliards et de 10,1 milliards de F CFP, en relation avec les projets métallurgiques en cours. En revanche, le solde excédentaire des *services des administrations publiques* progresse de 1,9 milliard de F CFP.

Le poste *revenus*, qui est constitué pour une large part des salaires versés par l'extérieur à des résidents calédoniens, principalement des fonctionnaires, dégage un excédent de 47,9 milliards de F CFP en 2005, en progression de 8,2 milliards par rapport à l'année précédente.

Les *transferts courants* nets, en provenance des administrations publiques métropolitaines pour l'essentiel, demeurent globalement stables, à 40 milliards de F CFP.

Le **compte financier** fait apparaître en 2005 des entrées nettes de capitaux pour un montant de 2,8 milliards de F CFP, contre des sorties nettes de 18,8 milliards en 2004.

Le solde des *investissements directs* est débiteur de 3,6 milliards de F CFP, alors qu'il était créditeur de 1,6 milliard de F CFP en 2004.

[1] Les chiffres de l'année 2004 ont été révisés

[2] Les données bilatérales vis-à-vis de la France métropolitaine incluent les échanges de marchandises recensés par les Douanes. Vis-à-vis des autres pays, les flux sont issus des états de règlements.

Le solde créditeur de 23,2 milliards de F CFP en 2005 des *investissements de portefeuille,* après 13 milliards un an auparavant, traduit une augmentation des ventes nettes de titres par les résidents calédoniens.

Enfin, les *autres investissements*, qui retracent notamment les opérations de dépôt et de crédit vis-à-vis de l'extérieur de la part de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), des administrations publiques, du système bancaire et des « autres secteurs », se soldent par des sorties de 16,8 milliards de F CFP, contre 33,4 milliards en 2004.

Le poste « **erreurs et omissions nettes** » est positif de 2,4 milliards de F CFP en 2005, alors qu'il avait été négatif de 6,4 milliards un an plus tôt, et représente environ 0,4 % du PIB contre 1,5 % en 2004.

	Soldes		
En millions de F CFP	**2003**	**2004 (1)**	**2005**
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**-3 929**	**24 655**	**-6 065**
Biens	-66 072	-44 592	-56 441
Services	-11 599	-10 779	-37 517
Revenus	35 761	39 668	47 872
Transferts courants	37 981	40 358	40 021
COMPTE DE CAPITAL	**135**	**567**	**859**
COMPTE FINANCIER	**13 155**	**-18 794**	**2 801**
Investissements directs	10 786	1 581	-3 584
Investissements de portefeuille	852	13 011	23 167
Autres investissements	1 517	-33 386	-16 782
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**-9 361**	**-6 428**	**2 405**

(1) Chiffres révisés

Répartition géographique des échanges de biens et de transactions courantes (crédits + débits)
Année 2005

En pourcentage	**Biens**	**Transactions courantes**
France métropolitaine	26	51
Japon	5	4
Australie	6	10
Etats-Unis	2	2
Nouvelle-Zélande	4	3
Autres (répartition non disponible)	57	30
Total	**100**	**100**

N.B. - Total et France métropolitaine : balance en transactions (y compris données douanières) ; autres partenaires : balance en règlements.

* * *

I - AVANT-PROPOS

La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie est élaborée sur la base des déclarations effectuées par l'ensemble des établissements de crédit de la place, ainsi que par le Trésor Public et le Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT).

Plusieurs entreprises du secteur marchand (industries, compagnies aériennes, compagnies pétrolières) fournissent également des informations au titre de déclarants directs.

Enfin, l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE) communique les chiffres relatifs au commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie centralisés par le service des Douanes.

Il convient de remercier l'ensemble de ces déclarants pour le travail accompli et tout particulièrement les personnes qui, dans les banques, les entreprises et les organismes publics, ont contribué à l'élaboration de cette balance des paiements.

II – Remarques liminaires

Définition : la balance des paiements est un document statistique présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, l'ensemble des opérations économiques et financières donnant lieu à transfert de propriété entre les résidents d'un territoire économique et les non-résidents au cours d'une période donnée. La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie recense les flux entre les résidents du territoire et les non-résidents (l'étranger et le reste de la France [1]) sur une période annuelle : opérations sur biens et services, revenus, transferts et flux financiers. Pour les opérations non financières, c'est en quelque sorte le compte de résultats de la Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de l'extérieur, qui trouve sa traduction financière dans le même document. Les données recensées dans la balance des paiements fournissent des éléments d'information précieux pour les différents acteurs économiques de la Nouvelle-Calédonie.

Le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a chargé l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) d'établir, conjointement avec la Banque de France, une balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie. Sa mise en chantier, en 1998, a répondu à deux objectifs :

– apporter aux autorités de l'État et de la Nouvelle-Calédonie un meilleur éclairage sur les échanges extérieurs. La balance des paiements fournit en effet de précieux indicateurs pour analyser les relations d'une économie avec l'extérieur.

– mettre l'appareil statistique français en conformité avec la réglementation européenne : selon la décision du 26 juillet 1991 de la Commission des Communautés européennes, les collectivités d'outre-mer, telle la Nouvelle-Calédonie, n'appartiennent pas au territoire économique de l'Union européenne. Il était alors nécessaire de pouvoir isoler leurs échanges au sein de la balance des paiements de la France et donc, en pratique, d'établir leur propre balance des paiements.

Pour ce faire, il a été demandé aux établissements de crédit situés en Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'au Trésor Public et au Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications, de rendre compte de tous les paiements qu'ils émettent ou qu'ils reçoivent, entre la Nouvelle-Calédonie et le reste de la France, pour leur propre compte ou pour le compte de leur clientèle. Ces déclarations se sont ajoutées au recensement des opérations réalisées avec l'étranger qu'ils effectuent depuis plusieurs années. Ainsi, la balance des paiements retrace l'ensemble des mouvements financiers et non financiers entre les résidents calédoniens et les non-résidents [2].

Le présent rapport, publié sous le double timbre de l'IEOM et de la Banque de France, présente les résultats de l'exercice 2005 comparés à ceux de 2004 et de 2003.

[1] Par « reste de la France », il faut entendre la France métropolitaine (y compris la principauté de Monaco), les quatre départements français d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, ainsi que la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité départementale de Mayotte. A partir du 1er janvier 2006, conformément aux textes règlementaires des Collectivités de l'Outre-mer, cette notion sera modifiée.

[2] Rappelons qu'est considérée comme résidente en Nouvelle-Calédonie, au sens de la balance des paiements, toute personne physique ayant son centre d'intérêt principal en Nouvelle-Calédonie, quelle que soit sa nationalité ou sa situation fiscale. Sont aussi considérées comme résidentes les personnes morales pour leurs seuls établissements situés en Nouvelle-Calédonie.

III – Rappel des révisions méthodologiques effectuées en 2004

Dans la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie, au crédit, la rubrique « services des administrations publiques » enregistre, de façon harmonisée, la part des salaires des militaires (considérés par convention comme non résidents) versée localement et qui alimente par conséquent l'économie de la collectivité.

Compte tenu de l'importance des placements en assurance-vie effectués à l'extérieur de la collectivité par les résidents, les flux codifiés par les déclarants en « assurances autres que marchandises » sont intégralement reclassés [1] dans le compte financier, à la rubrique des « autres investissements » des « autres secteurs », et non plus en transferts courants (compte de transactions courantes) comme cela doit être le cas pour les assurances autres que l'assurance-vie.

IV - L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2005

En 2005, l'activité économique a été dynamisée par une demande intérieure à la hausse (investissement des ménages et des entreprises, consommation des ménages) et un essor des exportations en valeur.

Les principaux secteurs d'activité ont affiché des résultats en progression : augmentation de la production de nickel, dynamisme du secteur du BTP, amélioration de la fréquentation touristique.

L'investissement des entreprises, apprécié notamment à travers les importations de biens d'équipement professionnels (+ 3 %), les immatriculations de véhicules utilitaires neufs (+ 15 %) et l'encours des crédits à l'équipement (+ 8,8 %), a été favorablement orienté en 2005. Reflet du dynamisme du tissu économique, les créations d'entreprises ont augmenté (+ 13 %) et les cessations d'entreprises ont reculé (- 4,8 %) sur l'année.

Porté par une conjoncture mondiale particulièrement favorable, le secteur de la mine-métallurgie a bénéficié notamment de la hausse de 7 % du cours moyen du nickel au LME (6,72 USD/lb). En fin d'année, l'activité du secteur a été perturbée par les conflits sociaux qui ont affecté les sites miniers et l'usine de la SLN (Société Le Nickel). Néanmoins, la production de métal a approché les 60 000 tonnes, contre 55 180 tonnes en 2004. De plus, les travaux de construction de l'usine du Sud (Goro) se sont intensifiés tout au long de l'année. Une série de contrats avec les entreprises locales pour des travaux d'une valeur de 30 milliards de F CFP aurait ainsi été engagée. Par ailleurs, l'année 2005 a constitué une étape majeure pour le projet de l'usine du Nord, conditionné par l'Accord de Bercy qui arrivait à échéance le 31 décembre. La SAS POUM KONIAMBO, entité juridique indépendante chargée de l'application de l'Accord, a constaté en effet la levée des conditions suspensives prévues, permettant ainsi le transfert à la Société Minière du Sud Pacifique des titres miniers du massif du Koniambo et l'engagement du processus de construction.

Le secteur du BTP a également affiché un bilan satisfaisant en 2005. Les ventes de ciment se sont accrues de 4 % ; les constructions à usage d'habitation autorisées ont augmenté de plus de 5 % et correspondent à 3 259 logements individuels (soit une progression de près

[1] Après déduction de la part correspondant au coût du service et maintenue en services d'assurance.

de 28 %), représentant un des plus hauts niveaux atteints ces dernières années. L'activité du secteur a été particulièrement soutenue dans le logement avec, d'une part, la mise en œuvre du programme de construction de logements dans le secteur social [1] et, d'autre part, la poursuite de la demande de logements des particuliers. Le redémarrage du chantier de l'usine du Sud [2] a eu également un effet d'entraînement sur l'activité.

Le nombre de touristes a augmenté de 1,1 % en 2005, oscillant autour de 100 000 visiteurs. Les touristes japonais demeurent les plus nombreux (+ 7,7 %), suivis des métropolitains (+ 1,3 %) et des Australiens (- 0,9 %). En parallèle, le tourisme de croisière poursuit son développement, avec 81 215 croisiéristes (en hausse de 5,3 % sur un an). Cette progression à la hausse est liée notamment à l'ouverture de nouvelles escales, mais également aux efforts réalisés pour l'accueil des passagers. La présentation du Plan de Développement Touristique Concerté a eu lieu en décembre 2005. La réflexion engagée depuis fin 2004, par les responsables du tourisme des trois Provinces du territoire en collaboration avec un cabinet d'ingénierie métropolitain, a permis d'élaborer un plan d'action en trois phases (entre 2006 et 2016) pour relancer l'industrie touristique. L'objectif du plan est d'accueillir, à l'horizon 2015, 180 000 touristes.

Les exportations de crevettes se sont inscrites en progression, aussi bien en valeur (+ 6,1 %) qu'en tonnage (+ 13 %), par rapport à l'exercice précédent. Cette filière d'exportation demeure toutefois fragile, compte tenu de ses coûts de production par rapport à la concurrence internationale. Elle doit en outre faire face à des pathologies qui pénalisent la production, ainsi qu'à une remise en cause de sa stratégie d'exportation.

Jusqu'au mois de septembre, l'indice des prix a évolué modérément, puis s'est accéléré pour afficher une progression de 2,6 % en fin d'année, inversant la tendance observée depuis 2003.

La consommation des ménages a été soutenue notamment par la progression de leur pouvoir d'achat, dans un contexte de revalorisations salariales (+ 5,2 % pour le SMG) et de mise en œuvre des allocations familiales de solidarité. La plupart des indicateurs se sont inscrits en hausse.

Les transferts de l'État à destination de la Nouvelle-Calédonie recensés par la balance des paiements ont atteint 114,7 milliards de F CFP en 2005 (+ 5,8 % par rapport à 2004). Ces flux, qui représentent 20,4 % du PIB, jouent un rôle essentiel dans le financement de l'économie calédonienne et permettent d'amortir les fluctuations économiques.

[1] Objectif de 1 000 logements par an et pendant 10 ans dans le Grand Nouméa et environ 1 700 sur l'ensemble du territoire.

[2] la part du ciment vendu à Goro s'est élevée à 6,9 % en 2005, contre environ 1 % en 2004

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

V - Le compte de transactions courantes

En 2005, le compte de **transactions courantes** présente un solde déficitaire de 6,1 milliards de F CFP, contre un excédent de 24,7 milliards en 2004.

L'apparition de ce déficit s'explique principalement par la dégradation du solde des services (- 37,5 milliards de F CFP, au lieu de - 10,8 milliards en 2004) et du solde des biens (- 56,4 milliards de F CFP, au lieu de – 44,6 milliards).

Les revenus, constitués principalement des salaires versés par des entités non résidentes, enregistrent un excédent de 47,9 milliards de F CFP, en hausse de 8,2 milliards.

Les transferts courants dégagent un excédent de 40 milliards de F CFP, équivalent à celui observé en 2004.

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**253 124**	**268 273**	**228 469**	**274 339**	**24 655**	**-6 065**
Biens	96 990	104 553	141 582	160 994	-44 592	-56 441
Services	46 772	46 411	57 551	83 928	-10 779	-37 517
dont "Voyages"	*23 147*	*24 299*	*16 046*	*16 374*	*7 101*	*7 925*
Revenus	50 844	57 211	11 176	9 340	39 668	47 872
Transferts courants	58 518	60 098	18 160	20 077	40 358	40 021

(1) chiffres rectifiés

5.1 Les biens

Les données douanières et la balance des paiements

Dans les statistiques douanières, les marchandises exportées sont enregistrées à leur valeur déclarée à la frontière du pays exportateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'exportateur), soit FAB [1], et les marchandises importées à leur valeur déclarée à la frontière du pays importateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'importateur), soit CAF [2].

En revanche, et conformément à la méthodologie internationale, les échanges de marchandises sont enregistrés en balance des paiements sur une base FAB / FAB. Ainsi, le

[1] La valeur FAB (franco à bord) comprend le prix de la marchandise à la sortie de l'usine plus le coût de son acheminement jusqu'au port ou jusqu'à l'aéroport du pays exportateur.

[2] La valeur CAF (coût, assurance, fret) comprend la valeur de la marchandise à la sortie de l'usine, augmentée des coûts d'acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur (transport international, assurance…).

coût du transport et de l'assurance payé entre la frontière du pays exportateur et celle du pays importateur, inclus dans le prix du bien enregistré par les Douanes, ne doit pas être pris en compte à la ligne « marchandises générales » de la balance des paiements, car il rémunère des activités relevant des services. Il est donc nécessaire de corriger (plus précisément de diminuer) le montant des importations, du coût d'acheminement des marchandises depuis la frontière du pays d'origine jusqu'à la frontière de la Nouvelle-Calédonie pour obtenir une base homogène FAB / FAB.

L'établissement de la ligne « marchandises générales » de la balance des paiements

Les données douanières font l'objet d'un traitement statistique en balance des paiements, visant à ne recenser que les flux ayant donné lieu effectivement à un transfert de propriété entre les résidents de Nouvelle-Calédonie et les non-résidents. Ce traitement se traduit par une réduction de 5,1 milliards de F CFP du solde déficitaire par rapport aux données douanières.

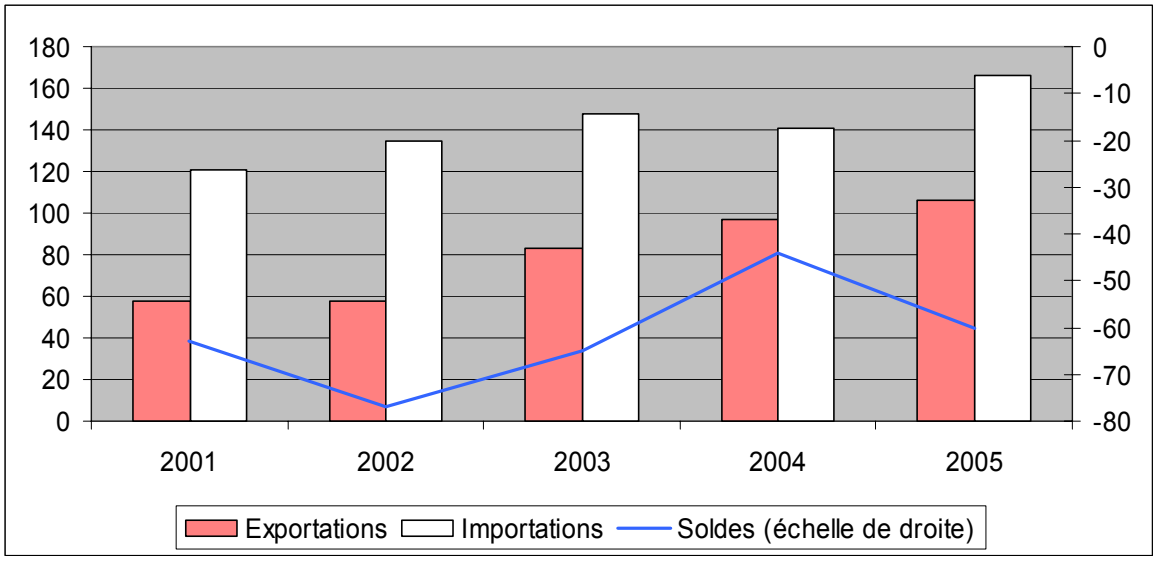
	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	2004	2005	2004	2005	2004	2005
BIENS	**96 990**	**104 553**	**141 582**	**160 994**	**-44 592**	**-56 441**
Marchandises générales	96 902	104 424	140 812	159 431	-43 910	-55 007
- données douanières (FAB/FAB)	*96 945*	*106 135*	*140 944*	*166 220*	*-43 999*	*-60 085*
- corrections	*-43*	*-1 711*	*-132*	*-6 789*	*89*	*5 078*
Avitaillement	80	104	739	1 368	*-659*	-1 263
Travail à façon et réparations	8	25	31	195	-23	-170

La Nouvelle-Calédonie, comme la majorité des économies insulaires, est très dépendante de l'extérieur pour la fourniture de biens d'équipement ou de consommation.

Ainsi, la difficulté pour les entreprises locales d'atteindre des niveaux de production leur permettant de bénéficier d'économies d'échelle et le haut niveau de consommation induit par les revenus en provenance de l'extérieur, sont à l'origine du déséquilibre important de la balance commerciale.

Commerce extérieur de marchandises
(données douanières FAB/FAB)

En milliards de F CFP



Le déficit commercial, en données douanières FAB / FAB, se creuse de 16,1 milliards de F CFP, à - 60,1 milliards de F CFP, sous l'effet conjoint de la forte reprise des importations en valeur (18 % en 2005, contre – 4,9% en 2004), corrélée notamment avec la hausse du coût de l'énergie, et du ralentissement de la progression des exportations en valeur (9,5 %, contre 17 [1] % en 2004). Le taux de couverture recule ainsi de 5 points, passant de 68,8 % en 2004 à 63,8 % en 2005.

	Exportations		Importations		Soldes	
en millions de F CFP	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**
Commerce extérieur de marchandises (FAB/FAB)	**96 945**	**106 135**	**140 944**	**166 220**	**-43 999**	**-60 085**
dont						
Japon	21 422	19 563	4 815	5 942	16 607	13 621
France métropolitaine	15 146	16 652	63 133	55 110	-47 987	-38 458
Corée du Sud	11 748	14 019	2 313	4 706	9 435	9 313
Taïwan	12 699	12 724	853	1 197	11 846	11 527
Chine	4 505	5 968	5 480	7 946	-975	-1 978
Australie	5 896	5 247	14 230	15 663	-8 334	-10 416
Etats-Unis	2 639	2 479	4 943	6 082	-2 304	-3 603
Nouvelle-Zélande	62	71	7 661	9 405	-7 599	-9 334
Singapour	44	12	17 032	25 548	-16 988	-25 536

Sources : Douanes - ISEE (les données bilatérales sont exprimées en valeur CAF/FAB)
(1) Chiffres révisés

La France métropolitaine demeure le premier fournisseur de la Nouvelle-Calédonie, avec 55,1 milliards de F CFP (soit 33 % des importations) et le deuxième client, avec 16,7 milliards (16 % des exportations), après le Japon (18 %).

Singapour, qui assure depuis 2002 l'exclusivité des approvisionnements de la Nouvelle-Calédonie en hydrocarbures liquides, se maintient à la deuxième place, avec 25,5 milliards de F CFP (soit 15 %).

Le troisième fournisseur du territoire en 2005 est l'Australie, avec 15,7 milliards de F CFP (soit 9 %). L'Australie est par ailleurs le sixième client de la Nouvelle-Calédonie, avec 5,2 milliards de F CFP (5 % du total des exportations). Les exportations du territoire vers l'Australie sont essentiellement constituées de minerai de nickel.

Les exportations calédoniennes à destination de la Corée du Sud (essentiellement composées de ferronickels) continuent de progresser en 2005 (+ 19 %), permettant ainsi à ce pays d'être le troisième importateur de produits calédoniens (13 %).

L'excédent envers le Japon enregistre une baisse en 2005, à 13,6 milliards de F CFP, au lieu de 16,6 milliards). Absorbant 18 % des exportations de la collectivité, le Japon demeure toutefois le premier client de la Nouvelle-Calédonie en 2005.

[1] En 2004, les cours du nickel au LME avaient augmenté de 43,5 % par rapport à 2003 faisant ainsi progresser significativement la valeur des exportations, constituées à 91 % de nickel. L'appréciation des cours a été moins rapide entre 2004 et 2005 (+ 7,1 %).

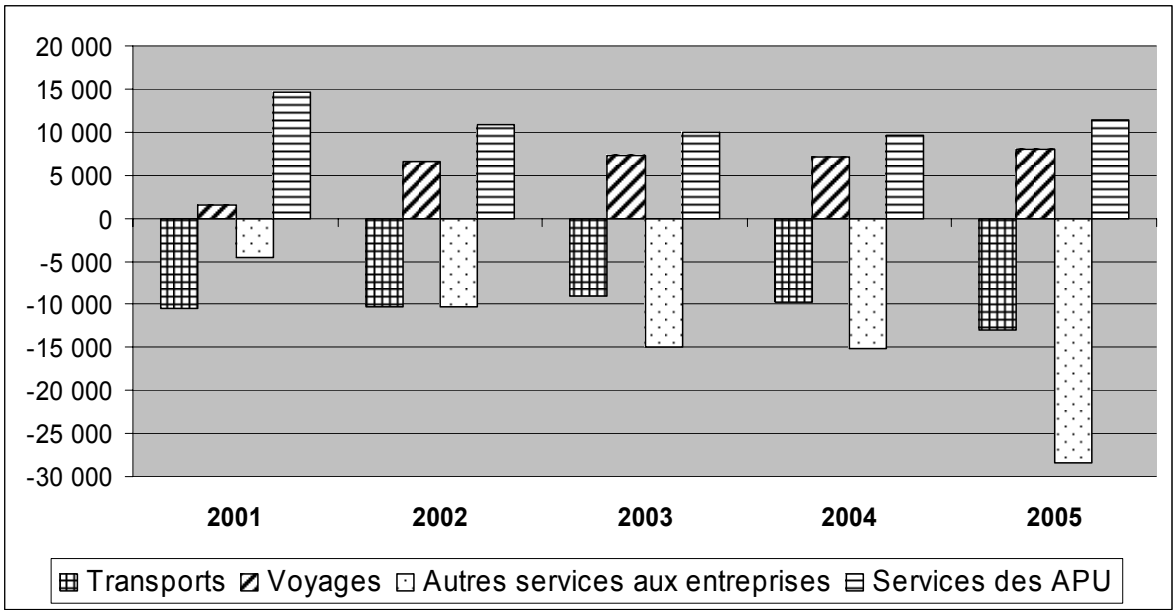
5.2 Les services

Le déficit des échanges de services entre la Nouvelle-Calédonie et l'extérieur s'est creusé de 26,7 milliards de F CFP, à - 37,5 milliards de F CFP contre - 10,8 milliards en 2004. Ces échanges sont caractérisés, en 2005, par la prédominance des lignes *autres services aux entreprises*, *transports*, *services des administrations publiques*, *voyages* et *services de construction*.

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**
SERVICES	**46 772**	**46 411**	**57 551**	**83 928**	**-10 779**	**-37 517**
dont						
Transports	6 271	5 832	16 005	18 886	-9 734	-13 054
Voyages	23 147	24 299	16 046	16 374	7 101	7 925
Services de construction	2 744	485	1 074	8 884	1 670	-8 399
Autres services aux entreprises	3 831	3 816	19 022	32 231	-15 191	-28 415
Services des administrations publiques (APU)	9 626	11 580	80	93	9 546	11 487

(1) chiffres révisés

Évolution des soldes des services (millions de F CFP)



	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**
SERVICES	**46 772**	**46 411**	**57 551**	**83 928**	**-10 779**	**-37 517**
dont						
France métropolitaine	31 578	29 690	30 279	33 643	1 299	-3 953
Australie	4 133	6 060	15 528	27 633	-11 395	-21 573

N.B. : les données vis-à-vis de la France métropolitaine, comme celles du total "Services" sont issues de la balance dite "en transactions". Les données à l'égard des autres partenaires, ici l'Australie, sont tirées des balances en règlements.

(1) chiffres révisés

La ventilation géographique des échanges de services révèle l'importance des relations avec la France métropolitaine (64 % des recettes et 40 % des dépenses). L'Australie conforte sa deuxième place en 2005 (13 % des recettes et 33 % des dépenses), à la suite d'une sensible progression des échanges de services.

Au total, le taux de couverture (rapport des recettes sur les dépenses) des échanges de services entre la Nouvelle-Calédonie et ses partenaires économiques s'établit à 55,3 % en 2005, contre 81,3 % en 2004.

5.2.1 Les voyages

La rubrique *voyages* recense les dépenses des non-résidents en Nouvelle-Calédonie et celles des Calédoniens à l'extérieur du territoire, quel que soit le motif du déplacement : voyage touristique, d'affaires ou autres (santé, scolarité). Les transactions sont appréhendées non seulement à travers les transferts bancaires repris sous cette rubrique, mais aussi à l'aide des règlements par cartes bancaires ainsi que des achats et ventes de billets de banque.

Les *voyages* se soldent par un excédent de 7,9 milliards de F CFP, en hausse de 0,8 milliard.

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, le nombre de touristes ayant visité l'Océanie a augmenté de 3,9 % en 2005, à 10,6 millions. La Nouvelle-Calédonie a accueilli 100 651 visiteurs (soit 1 % du total), en progression de 1,1 % par rapport à 2004. Par ailleurs, le nombre de Calédoniens ayant séjourné à l'étranger a augmenté de 7,3 %, pour s'établir à 95 859. Dans ce contexte, les recettes enregistrées à la rubrique *voyages* se sont accrues de 5 %, pour atteindre 24,3 milliards de F CFP, tandis que les dépenses se sont élevées à 16,4 milliards (+ 2 %).

Les montants inscrits en recettes et en dépenses de la rubrique *voyages* doivent toutefois être analysés avec prudence. En effet, le mode de recensement des opérations réglées par cartes bancaires ne permet pas toujours de distinguer la nature des dépenses (tourisme, voyage professionnel, autre). En outre, des paiements de résidents effectués par cartes bancaires et tirés sur des comptes situés à l'extérieur du territoire sont également comptabilisés sous cette rubrique.

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**
VOYAGES	**23 147**	**24 299**	**16 046**	**16 374**	**7 101**	**7 925**
dont						
France métropolitaine	12 558	11 385	6 654	3 551	5 904	7 834
Australie	3 090	4 790	4 988	5 515	-1 898	-725
Japon	2 402	2 622	1 245	854	1 157	1 768
Etats-Unis	1 154	1 015	758	799	396	216
Nouvelle-Zélande	132	219	671	838	-539	-619

5.2.2 Les services des administrations publiques

Cette rubrique recense principalement les dépenses des administrations publiques métropolitaines liées à l'activité des forces armées en Nouvelle-Calédonie, considérées comme entité non résidente [1]. Son solde est excédentaire de 11,5 milliards de F CFP en 2005, en augmentation de 1,9 milliard par rapport à 2004.

5.2.3 Les transports

Les *transports* présentent un solde structurellement déficitaire (- 13,1 milliards de F CFP en 2005 contre - 9,7 milliards en 2004), qui tient à la prédominance des compagnies maritimes et aériennes non résidentes, en dépit de la progression de l'activité de la compagnie aérienne locale en 2005. Par ailleurs, la hausse des cours du pétrole a renchéri le coût du transport.

- Les *transports maritimes*, déficitaires de 7,7 milliards de F CFP, concernent essentiellement les opérations de fret, c'est-à-dire l'acheminement de marchandises vers la Nouvelle-Calédonie et les expéditions hors du territoire, constituées de nickel essentiellement. Le déficit se creuse, de 3,5 milliards de F CFP, par rapport à 2004. En 2005, l'activité du Port autonome de la Nouvelle-Calédonie (embarquement et débarquement en tonnes) a augmenté de 3 %.

- Le solde déficitaire des *transports aériens* s'est stabilisé en 2005, à -5,4 milliards de F CFP, après -5,5 milliards en 2004, sous l'effet notamment de la progression des recettes dégagées par la principale compagnie aérienne résidente. Le trafic passagers (départs + arrivées) à l'aéroport international de La Tontouta a progressé de 5,8 % en 2005 et 61 % des passagers ont été transportés par la compagnie résidente.

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**
TRANSPORTS	**6 271**	**5 832**	**16 005**	**18 886**	**-9 734**	**-13 055**
dont						
France métropolitaine	3 273	3 609	9 466	10 583	-6 193	-6 974
Japon	1 567	1 096	506	830	1 061	266
Australie	306	476	2 619	2 578	-2 313	-2 102
Nouvelle-Zélande	267	271	849	1 045	-582	-774
Etats-Unis	14	33	856	1 017	-842	-984

N.B. : les données vis-à-vis de la France métropolitaine, comme celles du total « Transports » sont issues de la balance dite en « transactions ». Les données à l'égard des autres partenaires sont tirées des balances en règlements.

Pour l'ensemble de la rubrique *transports*, la France métropolitaine est le principal partenaire de la Nouvelle-Calédonie, avec 62 % des flux en recettes et 56 % des flux en dépenses. Le Japon constitue la deuxième source de recettes de services de transports pour la collectivité (19 %), tandis que l'Australie figure au deuxième rang des prestataires de services de transports envers la Nouvelle-Calédonie (14 %).

[1] Toutefois, selon la méthodologie internationale toutefois, les dépenses budgétaires liées à l'activité des forces armées en Nouvelle-Calédonie, *mais effectuées hors du territoire* (par exemple la partie des traitements des militaires versés sur des comptes en métropole) ne doivent pas figurer dans la balance des paiements de la collectivité.

5.2.4 Les « autres services aux entreprises »

La rubrique *autres services aux entreprises* regroupe les frais d'études et de recherche, d'assistance technique, les frais de gestion (c'est-à-dire la participation des filiales ou succursales résidentes aux frais de gestion de leur maison mère non résidente) et les services divers.

En 2005, le déficit de la rubrique a fortement augmenté (–28,4 milliards de F CFP, au lieu de –15,2 milliards), du fait de la croissance des dépenses engagées par des entités calédoniennes, en liaison avec les projets métallurgiques.

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**
AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES	**3 831**	**3 816**	**19 022**	**32 231**	**-15 191**	**-28 415**
dont						
France métropolitaine	2 358	2 531	9 571	11 465	-7 213	-8 934
Australie	694	635	6 867	13 837	-6 173	-13 202
Etats-Unis	142	113	227	630	-85	-517
Japon	38	48	28	10	10	38

(1) Chiffres révisés

La France métropolitaine ne bénéficie plus que de 36 % (contre 50 % en 2004) des dépenses calédoniennes relevant des « autres services aux entreprises », derrière l'Australie qui a vu sa part passer de 36 % en 2004 à 43 % en 2005.

5.2.5 Les services de construction

Les *services de construction* font apparaître en 2005 un solde déficitaire de 8,4 milliards de F CFP, contre un solde excédentaire de 1,7 milliard de F CFP en 2004. Les règlements de prestations de services à des sous-traitants non résidents dans le cadre du projet métallurgique dans le sud sont principalement à l'origine de cette évolution.

5.3 Les revenus

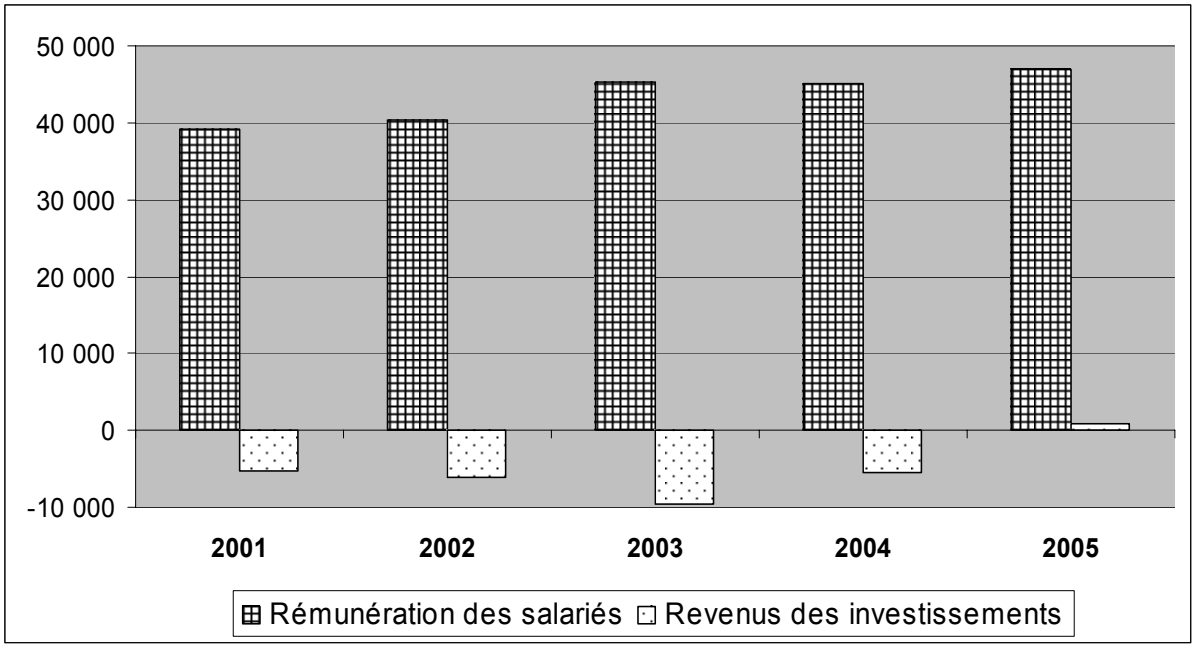
Le poste *revenus* de la balance des paiements recouvre les revenus du travail (rémunérations des salariés) et les revenus des investissements (investissements directs, investissements de portefeuille et autres investissements).

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**
REVENUS	**50 844**	**57 211**	**11 176**	**9 340**	**39 668**	**47 872**
Rémunérations des salariés	46 574	48 646	1 399	1 669	45 175	46 977
Revenus des investissements	4 270	8 565	9 777	7 671	-5 507	895
- investissements directs	*101*	*274*	*329*	*616*	*-228*	*-343*
- investissements de portefeuille	*2 349*	*5 881*	*4 099*	*2 085*	*-1 750*	*3 797*
- autres investissements	*1 820*	*2 411*	*5 349*	*4 970*	*-3 529*	*-2 559*

La rubrique *rémunérations des salariés* recense les salaires reçus de l'extérieur par des résidents calédoniens (en crédit) ou versés par des collectivités ou des entreprises résidentes à des non-résidents (en débit).

Le montant total des salaires reçus de l'extérieur par les résidents calédoniens s'élève à 48,6 milliards de F CFP pour l'année 2005. Ces flux, qui représentent 18 % des crédits du compte de transactions courantes, proviennent quasi exclusivement de la France métropolitaine. Ils concernent pour l'essentiel les rémunérations des agents des administrations publiques (47 milliards de F CFP en 2005).

Évolution des soldes des revenus (millions de F CFP)



Les *revenus des investissements* enregistrent un excédent de 0,9 milliard de F CFP, principalement imputable aux revenus des investissements de portefeuille, excédentaires de 3,8 milliards de F CFP. Le déficit des revenus des investissements directs s'est accentué de 0,1 milliard de F CFP, à - 0,3 milliard, traduisant une hausse des versements de dividendes aux maisons mères non résidentes par des entités résidentes. Enfin, le déficit des autres revenus des investissements (sur prêts et emprunts), qui concernent essentiellement le secteur bancaire et les collectivités locales, s'est allégé de 1 milliard de F CFP, à - 2,6 milliards.

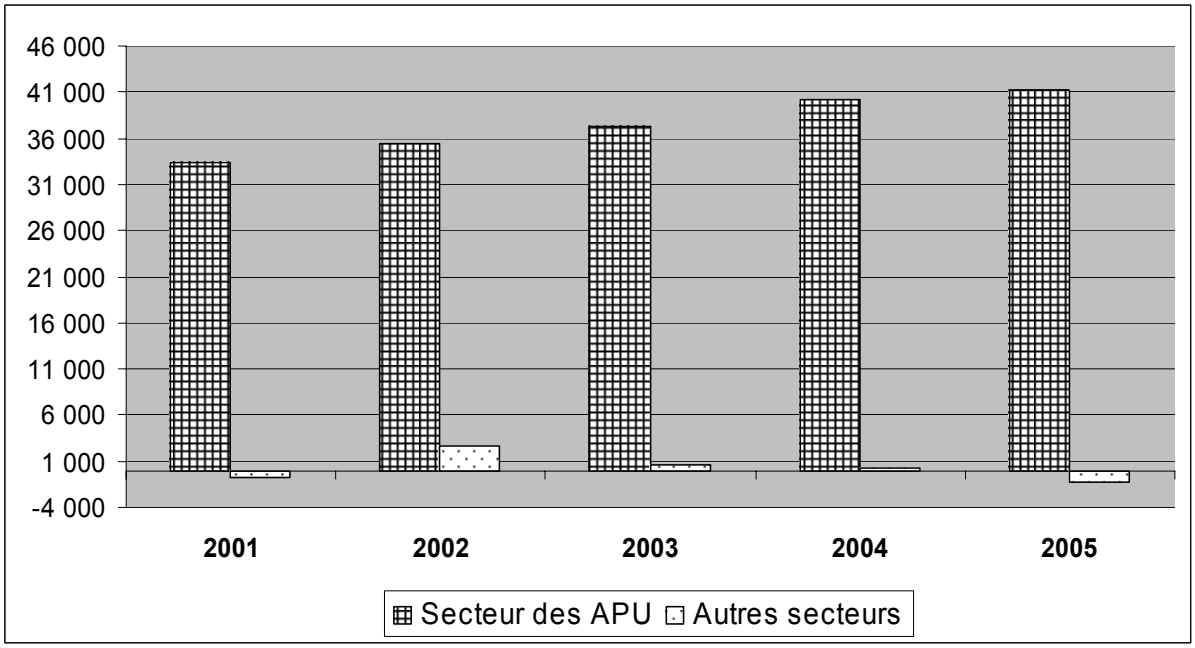
5.4 Les transferts courants

Le poste *transferts courants* recense notamment les transferts (hors salaires) des administrations publiques et des collectivités territoriales. Il inclut également les prestations sociales (retraites notamment). Les transferts courants se différencient des flux financiers par le fait qu'ils modifient le niveau du revenu disponible.

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	2004 (1)	2005	2004 (1)	2005	2004 (1)	2005
TRANSFERTS COURANTS	**58 518**	**60 098**	**18 160**	**20 077**	**40 358**	**40 020**
Secteur des administrations publiques	54 779	56 123	14 604	14 827	40 175	41 296
Autres secteurs	3 739	3 975	3 556	5 251	183	-1 276
- envois de fonds des travailleurs	*778*	*506*	*635*	*986*	143	-480
- autres transferts	*2 961*	*3 469*	*2 921*	*4 265*	40	*-796*

(1) chiffres révisés

Évolution des soldes des transferts courants (millions de F CFP)



En 2005, la Nouvelle-calédonie a reçu, en termes nets, 40 milliards de F CFP de transferts courants. Ces ressources proviennent essentiellement des administrations publiques métropolitaines (majoritairement l'Etat) et financent les dépenses d'équipement (investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la collectivité. Les transferts courants recensent également les versements de prestations sociales (retraites…) par les organismes de sécurité sociale non résidents.

La rubrique *envois de fonds des travailleurs* retrace, en débit, les montants transférés à l'étranger et dans le reste de la France par les travailleurs étrangers et métropolitains exerçant durablement leur activité professionnelle et résidant en Nouvelle-Calédonie et, en crédit, les envois de fonds de Calédoniens travaillant et résidant hors de Nouvelle-Calédonie. En 2005, 1 milliard de F CFP ont été transférés à ce titre hors de Nouvelle-Calédonie, tandis que

0,5 milliard de F CFP ont été « rapatriés » par des Calédoniens exerçant leur activité à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. Ces flux concernent principalement la France métropolitaine (0,5 milliard de F CFP de recettes, contre 1 milliard de dépenses).

Les *autres transferts* [1] recouvrent des opérations de nature très hétérogène, notamment les indemnités d'assurances et une partie des primes. Ils présentent un déficit de 0,8 milliard de F CFP en 2005.

VI - Le compte de capital

Ce compte de la balance des paiements regroupe toutes les opérations de transferts en capital, telles que les remises de dettes des administrations publiques et des autres secteurs (essentiellement le secteur bancaire), qui ont leur contrepartie dans le compte financier.

Dans la mesure où aucune opération de ce type n'a été recensée en balance des paiements depuis 1998, seule la ligne « *Autres transferts des autres secteurs* », qui correspond à des transferts de migrants au titre de la liquidation de leurs biens meubles ou immeubles à la suite de leur changement de résidence, est renseignée (1 milliard de F CFP de recettes et 0,2 milliard de dépenses en 2005).

[1] Sont également recensés à cette ligne, les dons, collectes et secours en faveur de personnes physiques ou morales. Dans les « autres transferts » des « autres secteurs » ne figurent plus en revanche, conformément aux révisions méthodologiques, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie qui sont reclassés à la rubrique « Autres investissements » des « autres secteurs » dans le compte financier.

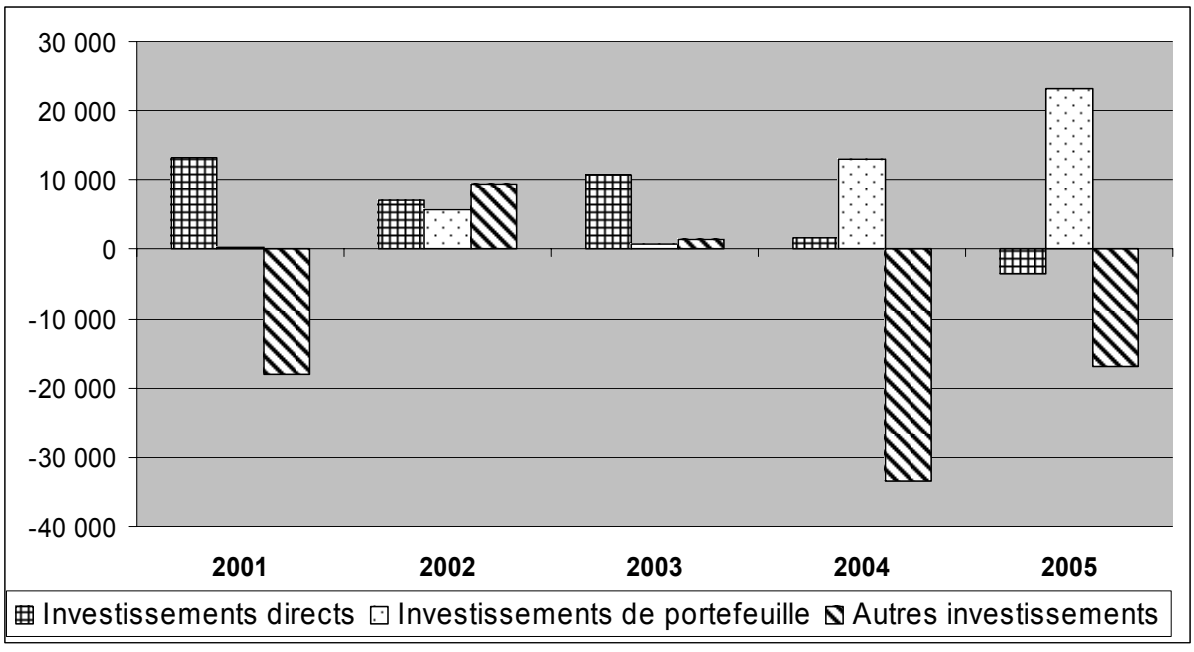
VII – Le compte financier

Le compte financier enregistre les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements, ventilés en avoirs et en engagements, par secteur institutionnel (autorités monétaires, administrations publiques, banques et autres secteurs).

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**	**2004 (1)**	**2005**
COMPTE FINANCIER	**439 752**	**461 003**	**458 546**	**458 202**	**-18 794**	**2 799**
Investissements directs	**37 611**	**93 774**	**36 030**	**97 359**	**1 581**	**-3 585**
- Nouvelle-Calédonie à l'extérieur	1 477	2 586	2 537	5 524	-1 060	-2 938
- Extérieur en Nouvelle-Calédonie	36 134	91 188	33 493	91 835	2 641	-647
Investissements de portefeuille	**125 703**	**92 933**	**112 692**	**69 767**	**13 011**	**23 166**
- Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)	124 364	90 817	110 800	67 427	13 564	23 390
- Engagements (non résidents sur des titres émis par des résidents)	1 339	2 116	1 892	2 340	-553	-224
Autres investissements	**276 438**	**274 294**	**309 824**	**291 076**	**-33 386**	**-16 782**
- Avoirs	218 309	239 487	271 055	274 900	-52 746	-35 413
- Engagements	58 129	34 807	38 769	16 176	19 360	18 631

(1) chiffres révisés

Évolution des soldes du compte financier (millions de F CFP)



7.1 Les investissements directs

7.1.1 Evolution globale

L'investissement direct désigne l'opération effectuée par un investisseur afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'investissement direct.

Les *investissements directs* se soldent en 2005 par des sorties de 3,6 milliards de F CFP, contre des entrées de 1,6 milliard en 2004.

Les *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur* ont atteint 2,9 milliards de F CFP en 2005, au lieu de 1,1 milliard en 2004.

Les *investissements directs extérieurs en Nouvelle-Calédonie* ont fait apparaître un solde débiteur de 0,6 milliard de F CFP, contre un solde créditeur de 2,6 milliards en 2004. Les opérations en capital social ont dégagé de moindres entrées nettes qu'en 2004 (1,3 milliard de F CFP, au lieu de 3,4 milliards). En outre, les *autres opérations* se sont traduites par des sorties nettes en hausse (–2 milliards de F CFP, après –0,8 milliard), du fait de remboursements nets de prêts par des filiales calédoniennes à leurs maisons mères non résidentes.

Investissements directs calédoniens à l'extérieur		
en millions de F CFP	**2004**	**2005**
Solde (crédits-débits)		
France métropolitaine	-340	-1 838
Australie	-360	-1 092
Canada	2	6
Etats-Unis	0	-4
Japon	0	35
Autres pays	-362	-45
Total	**-1 060**	**-2 938**

Investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie		
en millions de F CFP	**2004**	**2005**
Solde (crédits-débits)		
France métropolitaine	-8 912	-31 569
Australie	2 012	6 726
Canada	6 641	11 537
Etats-Unis	450	291
Japon	43	27
Autres pays	2 407	12 341
Total	**2 641**	**-647**

La répartition géographique montre qu'en 2005 les *investissements directs de Nouvelle-Calédonie à l'extérieur*, qui ont porté principalement sur les investissements immobiliers, ont majoritairement concerné la France métropolitaine (47 % des crédits et 55 % des débits), puis l'Australie (21 % des crédits et 29 % des débits).

Les *investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie* en 2005 ont concerné principalement la France métropolitaine (63 % des crédits et 97 % des débits), le Canada (13 % des crédits) et l'Australie (9 % des crédits). En termes nets, et compte tenu d'un solde

débiteur de 31,6 milliards de F CFP envers la France métropolitaine, le Canada et l'Australie ont apporté les plus fortes contributions positives à la formation du solde des investissements directs extérieurs en Nouvelle-Calédonie.

7.1.2 Les investissements immobiliers

En 2005, les investissements immobiliers effectués par des résidents calédoniens à l'extérieur du territoire ont représenté 75 % du total des *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur* pour les achats et plus de 51 % pour les ventes.

En revanche, les investissements immobiliers des non-résidents en Nouvelle-Calédonie sont marginaux puisqu'ils affichent, pour les achats, moins de 2 % du total des *investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie* et 0,1 % des ventes.

	Crédits		Débits		Soldes	
en millions de F CFP	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**	**2004**	**2005**
Investissements directs						
de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur	1 477	2 586	2 537	5 524	-1 060	-2 938
dont investissements immobiliers	*1 333*	*1 333*	*2 348*	*4 126*	*-1 015*	*-2 793*
de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie	36 134	91 188	33 493	91 835	2 641	-647
dont investissements immobiliers	*409*	*1 450*	*80*	*130*	*329*	*1 320*

La France métropolitaine est le premier lieu d'accueil des investissements immobiliers des résidents calédoniens en 2005 (68 % des achats et 84 % des ventes), l'Australie se situant, loin derrière, au deuxième rang.

De leur côté, les achats immobiliers en Nouvelle-Calédonie - largement inférieurs aux achats immobiliers calédoniens à l'extérieur - concernent principalement la France métropolitaine (64 % des achats et 35 % des ventes), la Suisse (29 % des achats), le Japon (28 % des ventes) et l'Australie (24 % des ventes).

Investissements immobiliers de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur en 2005		
en millions de F CFP	**Montants**	**Part en %**
Achats (débits)		
France métropolitaine	2 802	68
Australie	809	20
Nouvelle-Zélande	219	5
Vanuatu	56	1
Autres pays	240	6
Total	**4 126**	**100**
Ventes (crédits)		
France métropolitaine	1 116	84
Australie	90	7
Nouvelle-Zélande	30	2
Vanuatu	45	3
Etats-Unis	29	2
Autres pays	23	2
Total	**1 333**	**100**

Investissements immobiliers de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie en 2005		
en millions de F CFP	**Montants**	**Part en %**
Achats (crédits)		
France métropolitaine	932	64
Suisse	411	29
Vanuatu	75	5
Autres pays	32	2
Total	**1 450**	**100**
Ventes (débits)		
France métropolitaine	45	35
Japon	36	28
Australie	31	24
Etats-Unis	12	9
Autres pays	6	4
Total	**130**	**100**

7.2 Les investissements de portefeuille

Les *investissements de portefeuille* recensent les transactions sur les valeurs mobilières [1] ainsi que sur les autres titres, à court et à long terme, tels que les titres de créances négociables (bons du Trésor, certificats de dépôt émis par les banques, billets de trésorerie émis par les entreprises). En 2005, ils se sont soldés par des entrées de 23,2 milliards de F CFP, au lieu de 13 milliards de F CFP en 2004.

Le poste distingue les opérations des résidents sur titres émis par des résidents (avoirs), qui constituent l'essentiel des flux [2], et les opérations des non-résidents sur titres émis par des résidents (engagements).

Le solde créditeur des avoirs en 2005 (23,4 milliards de F CFP) signifie que les cessions, par les résidents, de titres émis par des entités non résidentes ont été supérieures aux achats.

Le solde débiteur des engagements (–0,2 milliard de F CFP) indique que les achats, par les non-résidents, de titres émis par des entités calédoniennes ont été inférieurs aux cessions.

7.3 Les autres investissements

Le poste *autres investissements*, ventilé en avoirs et engagements des résidents, puis, pour chacune de ces catégories, par nature d'opération et par secteur institutionnel (autorités monétaires - c'est-à-dire l'IEOM -, administrations publiques, secteur bancaire et autres secteurs), comprend tous les flux financiers qui ne sont ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des avoirs de réserve.

Les mouvements figurant sur la rubrique des *avoirs* des *autorités monétaires* retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM. Principale composante des *autres investissements*, les avoirs des autorités monétaires ont fait apparaître en 2005 un flux net débiteur de 2,9 milliards de F CFP, c'est-à-dire une augmentation des avoirs à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. En 2004, ce solde était débiteur de 4 milliards de F CFP.

S'agissant des engagements des *administrations publiques*, un enregistrement au crédit correspond à une augmentation des emprunts à l'extérieur, par exemple auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations ; une inscription au débit signifie, au contraire, une diminution des emprunts. En 2005, les engagements des administrations publiques ont diminué de 3,2 milliards de F CFP.

L'analyse des avoirs et engagements du secteur bancaire permet d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Nouvelle-Calédonie ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur

[1] Au sens large : actions, obligations, parts de SICAV, etc.
[2] Il s'agit presque exclusivement de titres émis par des entités métropolitaines (bons du Trésor, SICAV, FCP...).

bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local.

Les avoirs et engagements concernent pour l'essentiel des opérations interbancaires. On observe en 2005 une augmentation de 22 milliards de F CFP des avoirs des établissements de crédit hors de Nouvelle-Calédonie, qui s'accompagne d'une augmentation de 20,5 milliards de F CFP de leurs *engagements hors de Nouvelle-Calédonie*. Selon la méthodologie utilisée en balance des paiements [1], il y a donc eu une amélioration de 1,5 milliard de F CFP de la position extérieure nette des établissements de crédit en 2005.

En 2005, les *autres secteurs* [2] - entreprises et ménages - ont augmenté de 10,5 milliards de F CFP leurs avoirs vis-à-vis de l'extérieur. Leurs engagements s'étant accrus de 1,4 milliard de F CFP, leur position nette s'est donc améliorée de 9,1 milliards de F CFP en 2005.

7.4 Les avoirs de réserve

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), en tant que banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, ne détient ni stock d'or ni Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international (FMI). Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire apparaître le poste « *avoirs de réserve* » dans la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie.

VIII – Les erreurs et omissions nettes

Les principes d'enregistrement en balance des paiements impliquent une égalité du total des débits et du total des crédits recensés. Toutefois, la présence d'un poste d'ajustement est rendue nécessaire par le fait que les inscriptions au crédit et au débit ne sont pas effectuées simultanément à l'occasion de chaque transaction, à l'aide d'un seul document, comme l'exigerait un véritable système de comptabilité en partie double. En effet, compte tenu du périmètre concerné, c'est-à-dire tous les agents économiques résidents du territoire, la balance des paiements est alimentée à partir de documents comptables ou statistiques variés. Des erreurs ou des oublis de déclaration peuvent se produire, ainsi que des écarts provoqués par des décalages d'enregistrement d'une période à une autre ou par des variations de cours de change.

Le poste « *erreurs et omissions nettes* » de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie représente en 2005, un solde positif de 2,4 milliards de F CFP soit 0,4 % du PIB contre 1,5 % l'année précédente.

[1] En balance des paiements, parmi les « autres investissements », les rubriques « avoirs » et « engagements » du secteur bancaire recensent les opérations interbancaires et les opérations avec la clientèle des établissements de crédit et de l'Office des postes et télécommunications (OPT). Dans les statistiques monétaires publiées par ailleurs par l'IEOM, les avoirs et les engagements incluent uniquement les opérations interbancaires des établissements de crédit.

[2] Conformément aux révisions méthodologiques, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie sont reclassés dans cette rubrique.

ANNEXE 1

BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

	Crédits			Débits			Soldes		
En millions de F CFP	**2003**	**2004 (1)**	**2005**	**2003**	**2004 (1)**	**2005**	**2003**	**2004 (1)**	**2005**
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES...	**236 023**	**253 124**	**268 273**	**239 952**	**228 469**	**274 339**	**-3 929**	**24 655**	**-6 065**
BIENS.....	**82 770**	**96 990**	**104 553**	**148 842**	**141 582**	**160 994**	**-66 072**	**-44 592**	**-56 441**
Marchandises générales.....	82 509	96 902	104 424	148 161	140 812	159 431	-65 652	-43 910	-55 007
*données douanières (FAB/FAB).....	*82 759*	*96 945*	106 135	*148 244*	*140 944*	*166 220*	*-65 485*	*-43 999*	*-60 085*
*corrections.....	*-250*	*-43*	-1 711	*-83*	*-132*	*-6 789*	*-167*	*89*	*5 078*
Avitaillement.....	247	80	104	651	739	1 368	-404	-659	-1 263
Travail à façon et réparations.....	14	8	25	30	31	195	-16	-23	-170
SERVICES.....	**45 308**	**46 772**	**46 411**	**56 907**	**57 551**	**83 928**	**-11 599**	**-10 779**	**-37 517**
Transports.....	7 000	6 271	5 832	15 961	16 005	18 886	-8 961	-9 734	-13 055
*maritimes.....	*2 225*	*2 739*	1 407	*6 595*	*6 937*	*9 068*	*-4 370*	*-4 198*	*-7 662*
*aériens.....	*4 775*	*3 532*	4 425	*9 366*	*9 068*	*9 818*	*-4 591*	*-5 536*	*-5 393*
Voyages.....	20 762	23 147	24 299	13 534	16 046	16 374	7 228	7 101	7 925
Services de communication.....	564	534	103	887	843	1 128	-323	-309	-1 025
Services de construction.....	2 840	2 744	485	3 530	1 074	8 884	-690	1 670	-8 399
Services d'assurances.....	104	179	84	2 324	2 470	1 952	-2 220	-2 291	-1 868
Services financiers.....	49	193	71	197	242	116	-148	-49	-46
Services d'informatique et d'information.....	44	12	23	613	471	422	-569	-459	-398
Redevances et droits de licence.....	12	17	29	299	254	184	-287	-237	-155
Autres services aux entreprises.....	3 717	3 831	3 816	18 723	19 022	32 231	-15 006	-15 191	-28 415
*Négoce international.....	*606*	*805*	874	*1 088*	*797*	*846*	*-482*	*8*	*28*
*Autres services commerciaux.....	*349*	*376*	623	*3 182*	*3 342*	*3 842*	*-2 833*	*-2 966*	*-3 219*
*Locations.....	*1 296*	*1 040*	444	*648*	*634*	*670*	*648*	*406*	*-227*
*Services divers aux entreprises.....	*1 466*	*1 610*	1 875	*13 805*	*14 249*	*26 873*	*-12 339*	*-12 639*	*-24 998*
Services personnels, culturels et récréatifs.....	175	218	90	808	1 044	3 658	-633	-826	-3 568
*Services audiovisuels et annexes.....	*163*	*205*	45	*481*	*375*	*515*	*-318*	*-170*	*-470*
*Autres services personnels.....	*12*	*13*	44	*327*	*669*	*3 143*	*-315*	*-656*	*-3 099*
Services des administrations publiques.....	10 041	9 626	11 580	31	80	93	10 010	9 546	11 487
REVENUS.....	**50 564**	**50 844**	**57 211**	**14 803**	**11 176**	**9 340**	**35 761**	**39 668**	**47 872**
Rémunération des salariés.....	46 936	46 574	48 646	1 587	1 399	1 669	45 349	45 175	46 977
Revenus des investissements.....	3 628	4 270	8 565	13 216	9 777	7 671	-9 588	-5 507	895
*investissements directs.....	*1*	*101*	*274*	*688*	*329*	*616*	*-687*	*-228*	*-343*
*investissements de portefeuille.....	*1 769*	*2 349*	5 881	*3 576*	*4 099*	*2 085*	*-1 807*	*-1 750*	*3 797*
*autres.....	*1 858*	*1 820*	2 411	*8 952*	*5 349*	*4 970*	*-7 094*	*-3 529*	*-2 559*
TRANSFERTS COURANTS.....	**57 381**	**58 518**	**60 098**	**19 400**	**18 160**	**20 077**	**37 981**	**40 358**	**40 021**
Secteur des administrations publiques.....	51 077	54 779	56 123	13 710	14 604	14 827	37 367	40 175	41 296
Autres secteurs.....	6 304	3 739	3 976	5 690	3 556	5 251	614	183	-1 275
*envois de fonds des travailleurs.....	478	778	506	*606*	635	986	*-128*	*143*	*-480*
*autres transferts.....	5 826	2 961	3 469	*5 084*	2 921	4 265	*742*	*40*	*-796*
COMPTE DE CAPITAL.....	**706**	**877**	**1 047**	**571**	**310**	**188**	**135**	**567**	**859**
Transferts en capital.....	706	877	1 047	571	310	188	135	567	859
Acquisitions d'actifs non financiers.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) chiffres révisés

BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

	Crédits			Débits			Soldes		
En millions de F CFP	2003	2004 (1)	2005	2003	2004 (1)	2005	2003	2004 (1)	2005
COMPTE FINANCIER	**389 332**	**439 752**	**461 003**	**376 177**	**458 546**	**458 202**	**13 155**	**-18 794**	**2 801**
INVESTISSEMENTS DIRECTS	**20 164**	**37 611**	**93 775**	**9 378**	**36 030**	**97 359**	**10 786**	**1 581**	**-3 584**
Nouvelle-Calédonie à l'extérieur	1 471	1 477	2 586	2 955	2 537	5 524	-1 484	-1 060	-2 938
Capital social	*1 457*	*1 452*	1 491	*1 550*	*2 521*	*4 307*	*-93*	*-1 069*	*-2 816*
Autres opérations	*14*	*25*	1 096	*1 405*	*16*	*1 217*	*-1 391*	*9*	*-122*
Extérieur en Nouvelle-Calédonie	18 693	36 134	91 188	6 423	33 493	91 835	12 270	2 641	-647
Capital social	*300*	*3 591*	1 572	*197*	*170*	*256*	*103*	*3 421*	*1 317*
Autres opérations	*18 393*	*32 543*	89 616	*6 226*	*33 323*	*91 579*	*12 167*	*-780*	*-1 963*
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	**106 653**	**125 703**	**92 934**	**105 801**	**112 692**	**69 767**	**852**	**13 011**	**23 167**
Avoirs (résid. / titres émis par des non-résid.)	105 660	124 364	90 817	103 829	110 800	67 427	1 831	13 564	23 391
Emissions	*0*	*0*	0	*20 155*	*25 230*	*18 732*	*-20 155*	*-25 230*	*-18 732*
Négociations	*49 420*	*61 876*	38 454	*83 666*	*85 568*	*48 564*	*-34 246*	*-23 692*	*-10 110*
Remboursements	*56 240*	*62 488*	52 363	*8*	*2*	*131*	*56 232*	*62 486*	*52 232*
Engagements (non-résid. / titres émis par résid.)	993	1 339	2 116	1 972	1 892	2 340	-979	-553	-224
Emissions	*2*	*0*	0	*0*	*0*	*0*	*2*	*0*	*0*
Negociations	*991*	*1 339*	2 116	*1 972*	*1 892*	*2 332*	*-981*	*-553*	*-216*
Remboursements	*0*	*0*	0	*0*	*0*	*8*	*0*	*0*	*-8*
AUTRES INVESTISSEMENTS	**262 515**	**276 438**	**274 294**	**260 998**	**309 824**	**291 076**	**1 517**	**-33 386**	**-16 782**
Avoirs	237 747	218 309	239 487	236 892	271 055	274 900	855	-52 746	-35 413
Autorités monétaires	*173 019*	*174 092*	190 948	*172 973*	*178 129*	*193 862*	*46*	*-4 037*	*-2 914*
Secteur bancaire	*14 739*	*15 094*	11 053	*16 297*	*46 584*	*33 083*	*-1 558*	*-31 490*	*-22 031*
Autres secteurs	*49 989*	*29 123*	37 486	*47 622*	*46 342*	*47 955*	*2 367*	*-17 219*	*-10 469*
Engagements	24 768	58 129	34 807	24 106	38 769	16 176	662	19 360	18 631
Administrations publiques	*6 278*	*1 581*	3 064	*5 604*	*6 265*	*6 258*	*674*	*-4 684*	*-3 194*
Secteur bancaire	*11 758*	*46 123*	26 556	*14 581*	*28 209*	*6 081*	*-2 823*	*17 914*	*20 474*
Autres secteurs	*6 732*	*10 425*	5 188	*3 921*	*4 295*	*3 837*	*2 811*	*6 130*	*1 351*
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**0**	**0**	**2 405**	**9 361**	**6 428**	**0**	**-9 361**	**-6 428**	**2 405**
TOTAL GENERAL	**626 061**	**693 753**	**732 728**	**626 061**	**693 753**	**732 728**	**0**	**0**	**0**

(1) Chiffres révisés

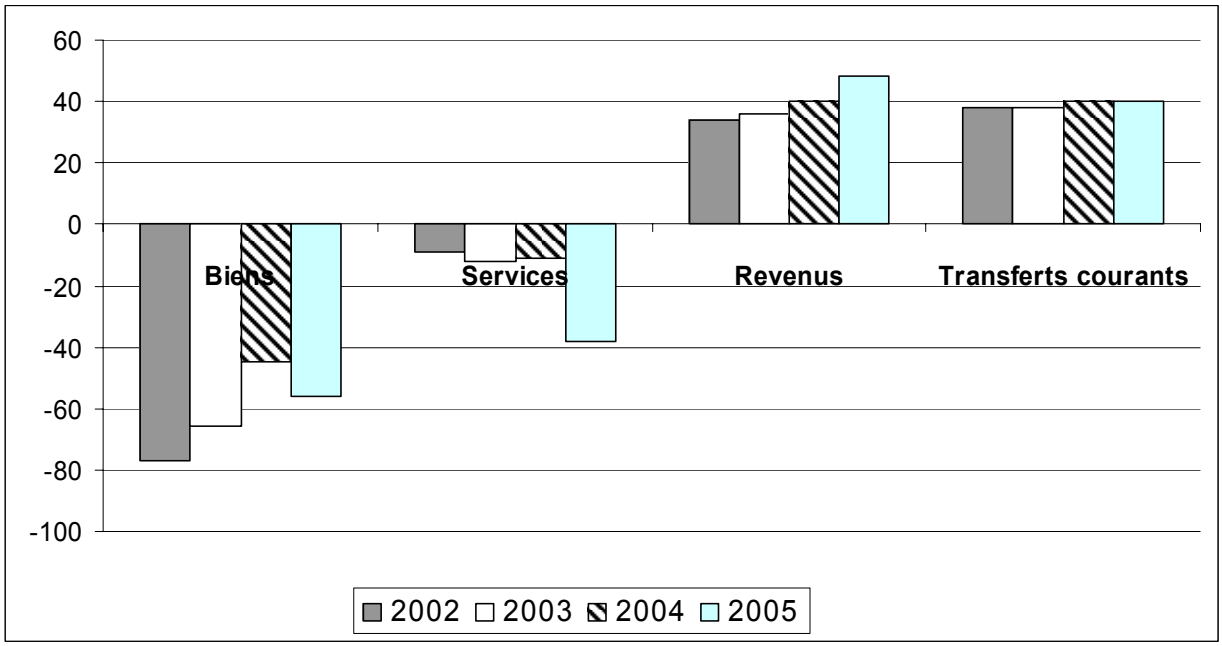
	Crédits		
en millions de F CFP	**2004 (1)**	**2005**	*Variations 2005/2004*
VERSEMENTS PUBLICS	**108 432**	**114 739**	***5,8%***
Services des administrations publiques	9 626	11 580	*20,3%*
Rémunération des salariés du secteur public	44 027	47 036	*6,8%*
Transferts courants - secteur des APU	54 779	56 123	*2,5%*

(1) chiffres révisés

ANNEXE 2

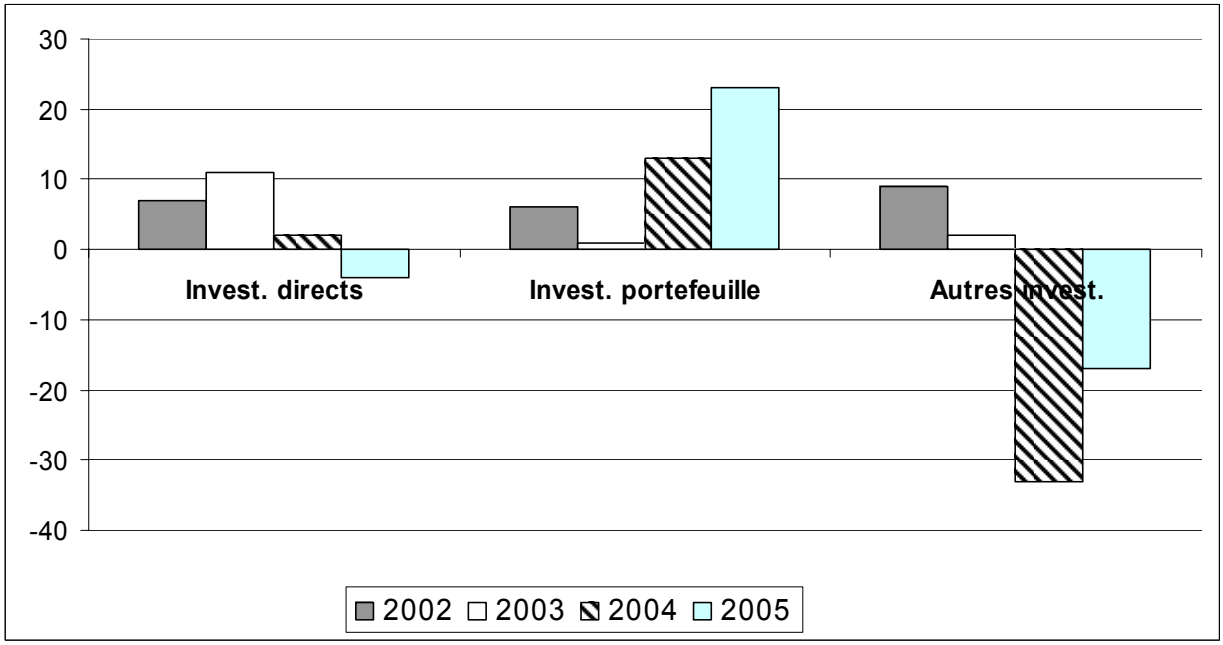
Soldes du compte de transactions courantes

(En milliards de F CFP)



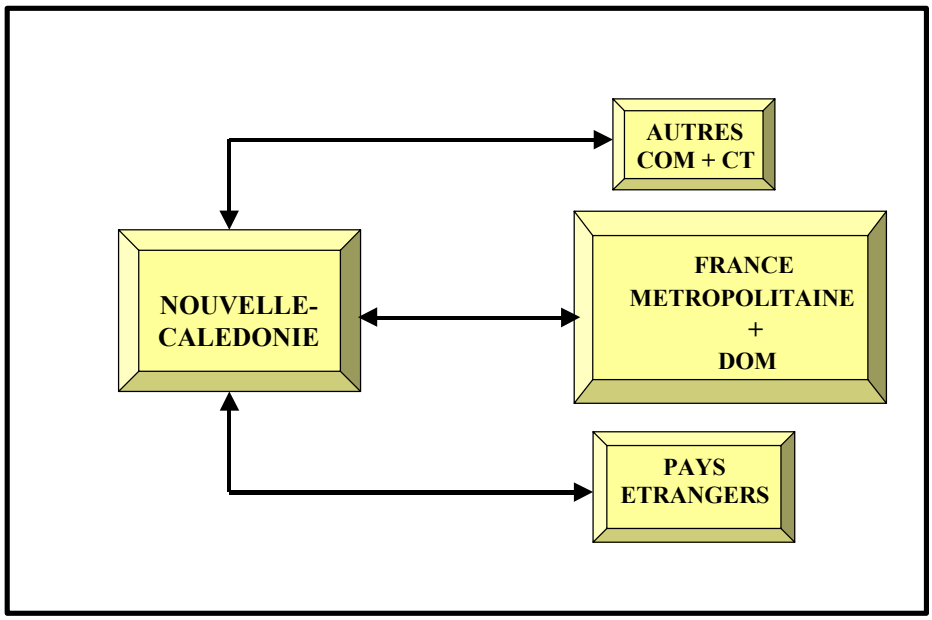
Soldes du compte financier

(En milliards de F CFP)



ANNEXE 3

PERIMETRE DE DECLARATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : Patrick BESSE
Responsable de la rédaction : Eric BAULARD
Éditeur : IEOM – Établissement public

Agence de Nouméa
19, rue de la République
B. P. 1758
98845 NOUMEA
E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (00 687) 27 58 22
Fax : (00 687) 27 65 53

Siège
5, rue Roland Barthes
75598 PARIS cedex 12
Site internet : www.ieom.fr
Tél. : (00 33) 1 53 44 41 41
Fax : (00 33) 1 43 47 51 34

BANQUE DE FRANCE

Directeur de la publication : Marc-Olivier STRAUSS-KAHN
Responsable de la rédaction : Jean CORDIER
Direction générale des études et des relations internationales
Direction de la balance des paiements
39, rue Croix-des-Petits-Champs
75001 PARIS
Tél. : (00 33) 1 42 92 53 80
www.banque-france.fr

Achevé d'imprimer en juin 2006
Dépôt légal : - N° ISSN 1761-7561